INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 24 mai 2022**

* Les marchés actions européens sont repartis à la baisse, plusieurs avertissements de sociétés américaines ayant jeté un froid. Le CAC 40 a cédé 1,66% à 6 253,14 points. L'Euro Stoxx 50 a abandonné 1,57%. A Wall Street aussi, la prudence est de mise. Vers 17h30, le Dow Jones perd 1,4% tandis que le Nasdaq décroche de plus de 3%.
* La séance a mal débuté, le climat restant empli d'inquiétudes quant à la montée de l'inflation, au resserrement monétaire des grandes banques centrales, aux problèmes d'approvisionnement et à la guerre en Ukraine. Les dernières statistiques confirment la dégradation de l'économie mondiale.
* Aujourd'hui les résultats provisoires des enquêtes d'activité auprès des directeurs d'achat ont confirmé le ralentissement de la croissance en Europe et encore plus aux Etats-Unis. L'indice PMI , qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti en mai à 54,9 contre 55,8 en avril en zone euro et à 53,8 contre 56 en avril aux Etats-Unis.
* Ce fléchissement commence à se faire clairement sentir chez les entreprises outre-Atlantique. Moins d'un mois après ses résultats trimestriels, Snap, la maison mère du service de messagerie Snapchat, a lancé un avertissement sur ses résultats en raison de la situation économique. Si une hirondelle ne fait pas le printemps, la liste des profit warning s'allonge aux Etats-Unis. Abercrombie & Fitch et Best Buy ont ainsi fait de même.
* Dans ce contexte incertain, les investisseurs se tournent vers les valeurs refuges comme l'or, qui gagne près d'1% et la dette souveraine. Le rendement du Bon du Trésor américain à 10 ans, qui évolue à l'inverse de son prix, perd 9 points de base à 2,765%.
* La devise britannique recule de 0,82% à 1,1669 euro, accusant le coup après la publication d'indices des directeurs d'achat faisant craindre une récession. En mai, l'indice des directeurs d'achat Composite S&P Global / CIPS, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est tombé à 51,8 contre 58,2 en avril. Il s'agit de la plus faible croissance du secteur privé britannique depuis le début de la reprise actuelle en mars 2021. Cet indicateur se rapproche à grande vitesse du seuil des 50 séparant expansion et contraction de l'activité.

" Certains signes indiquent que le taux d'inflation pourrait bientôt atteindre un pic, les entreprises faisant état d'une résistance des clients aux prix, et il est probable que le ralentissement de la demande contribuera à faire baisser les prix dans les mois à venir. Cependant, les dernières données indiquent un risque accru de voir l'économie tomber en récession alors que la Banque d'Angleterre se bat pour contrôler l'inflation ", a prévenu Chris Williamson, chef économiste chez S&P Global Market Intelligence.

* En fin d'après-midi, le cours de l'or au comptant gagne 0,87% à 1 863,80 dollars l'once, signant sa quatrième séance consécutive de hausse, soutenu par la poursuite du repli du dollar. La baisse du billet vert rend en effet plus attractif l'achat d'actifs, comme l'or, pour les investisseurs munis de devises étrangères. Le métal jaune rebondit après avoir atteint début mai son plus bas niveau depuis trois mois en raison de la remontée du rendement du Bond du Trésor américain à 10 ans. Il bénéfice également du retour de l'aversion pour le risque.
* En mai 2022, le taux d’expansion de l’activité du secteur privé français s’est très légèrement replié par rapport au mois précédent, selon les données préliminaires de S&P Global. Ainsi, l’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite est ressorti à 57,1 contre un consensus de 57 et après 57,6 en avril 2022. De son côté, le PMI dans les services a atteint 58,4 en mai, contre un consensus de 58,6 et après 58,9 en avril. Enfin, le PMI manufacturier a atteint 54,5 en février, contre un consensus de 55 et après 55,7 en avril.

" L'économie française fait preuve d'une résilience remarquable face à des vents contraires de plus en plus puissants ", a commenté Joe Hayes, Senior Economist à S&P Global Market Intelligence.

" La conjoncture demeure toutefois moins favorable dans le secteur manufacturier ", a ajouté l'expert.

* En France, le climat des affaires est ressorti en mai à 106, stable sur un mois. Il reste au-dessus de sa moyenne de longue période (100). Cette stabilité du climat des affaires résulte d’évolutions contrastées : la situation conjoncturelle s’améliore un peu dans les services et le commerce de détail, mais se détériore dans l’industrie, le bâtiment et le commerce de gros, indique l'Insee.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les investisseurs ont favorisé les valeurs défensives et de la défense, dont Orange (+1,01%) et Thales (+0,3%). A l'opposé, Publicis a chuté de plus de 7%, pénalisé par le profit warning de Snap.
* Air France-KLM (-20,63% à 3,45 euros) vient d’annoncer le lancement d’une augmentation de capital visant à lever 2,256 milliards d’euros. Le transporteur franco-néerlandais veut ainsi poursuivre le renforcement de son bilan et accélérer le remboursement des aides d’État perçues pour traverser la crise du Covid. L’opération se traduira par l’émission de 1 928 millions d’actions au prix unitaire de souscription de 1,17 euro. Cela représente une décote de 73% par rapport au cours de clôture de lundi.

Actuellement, parmi les principaux actionnaires d'Air France-KLM figurent l'État français (28,6% du capital), la compagnie China Eastern Airlines (9,6%), l'État néerlandais (9,3%) ainsi que la compagnie Delta Air Lines (5,8%).

Les Etats français et néerlandais ont l'intention de participer à l'opération afin de maintenir leur niveau de participation. L'Etat néerlandais devra toutefois obtenir le feu vert du Parlement.

En parallèle, CMA CGM fera son entrée en tant que nouvel actionnaire de référence. L'armateur marseillais s'est engagé à souscrire à l'opération pour un montant maximum de 400 millions d'euros dans la limite de 9% maximum du capital.

Quant à China Eastern Airlines et Delta Air Lines, elles se contenteront de réinvestir le produit de la vente de leurs droits préférentiels de souscription (DPS) à CMA CGM. Les deux compagnies aériennes devraient donc voir leurs participations diluées.

" L'opération que nous lançons aujourd'hui vient concrétiser le travail que nous menons depuis plusieurs mois pour consolider notre bilan et renforcer notre autonomie financière. Elle contribuera également à permettre à la société de retrouver ses marges de manœuvre stratégiques ", a déclaré Benjamin Smith, le directeur général d'Air France-KLM.

* Le nom du remplaçant de Frédéric Oudéa, Directeur général de Société Générale, sera connu à l'automne, a déclaré le président de la banque, Lorenzo Bini Smaghi au quotidien italien d’information économique et financière Il Sole 24 Ore, rapporte Reuters. A l’occasion de l’Assemblée générale du 17 mai 2022, Frédéric Oudéa, Directeur général depuis 2008, avait annoncé qu’il ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat d’Administrateur et de Directeur général en mai 2023.
* Le motoriste CFM International, coentreprise de Safran et General Electric, serait confronté à des retards de production de six à huit semaines en raison de problèmes dans sa chaîne d'approvisionnement et d'un récent conflit salarial en France. C’est ce qu’a rapporté Reuters sur la base de trois sources proches du dossier. CFM prévoirait de combler la majeure partie de ce retard d'ici le début du quatrième trimestre, ont ajouté les sources.

Rappelons que les moteurs de CFM équipent les 737 MAX de Boeing et près de la moitié des A320neo d'Airbus.

Sur la place de Paris, Safran a perdu 4,20% à 92,09 euros et Airbus a abandonné 4,14% à 102,74 euros. Ces valeurs ont figuré parmi les plus fortes baisses du CAC 40. De son côté, Boeing reculent de plus de 4% à 118,63 dollars sur la place de New York, en fin d'après-midi.

" Nous travaillons activement avec nos fournisseurs pour atténuer les tensions sur la chaîne d'approvisionnement et nous nous coordonnons étroitement avec nos partenaires avionneurs pour accélérer les livraisons et répondre à la demande des clients ", a déclaré un porte-parole de CFM, contacté par l'AOF.

De son côté, Airbus a indiqué : " Nous travaillons à la réalisation de notre objectif (livrer 720 avions en 2022) et le respect des engagements envers nos clients est notre priorité".

* Visiativ (-1,73% à 34,10 euros) a annoncé l'acquisition de la société allemande MB CAD GmbH, distributeur et intégrateur historique et indépendant des logiciels SolidWorks et 3DExperience, basé dans le sud de l'Allemagne, en Bavière. Cette acquisition, qui consolide le développement international de Visiativ (27% de l'activité hors de France en 2021) déjà présent en Allemagne à travers son activité Consulting, permet au groupe de doter ses activités Software d'une première position outre-Rhin pour conquérir le marché des PME et ETI industrielles allemandes.

MB CAD a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 8 millions d'euros en 2021, accompagné d'une rentabilité conforme aux standards du secteur. La société compte une trentaine de collaborateurs répartis sur les deux implantations de la société dans le sud de l'Allemagne : Bruckmühl, son siège social au sud de Münich, et Schwaig bei Nürnberg.

L'acquisition de 100% du capital de MB CAD, qui sera consolidée à compter du 1er juin 2022, est financée intégralement en numéraire.

* En fin d'après-midi, les investisseurs sont en mode Ghostbusters à Wall Street où l'action Snap dévisse de 40% à 13,50 dollars au lendemain de son avertissement. Le titre avait été introduit en Bourse en mars 2017 à 17 dollars ! La sanction est sans appel pour la maison-mère du service de messagerie Snapchat, dont le logo est un fantôme. Elle est d'autant plus lourde que la valeur affichait un PER 2022 de 70 hier soir et que les objectifs annuels datent de moins d'un mois. Snap affichait alors une croissance solide de 30%.

" Alors que de nombreux investisseurs étaient conscients du ralentissement du marché de la publicité numérique, l'ampleur de la décélération est surprenante, étant donné que les prévisions actualisées impliquent que la croissance du chiffre d'affaires pourrait ralentir pour atteindre une croissance annuelle de l'ordre de 10 % ou pire en mai/juin " observe Jefferies.

Snap rejoint la liste de plus en plus longue de sociétés émettant des avertissements en raison de la dégradation de la situation macroéconomique. Le secteur de la distribution avait fortement souffert pour ces raisons la semaine dernière. Plusieurs autres sociétés de cette industrie ont lancé des avertissements aujourd'hui, dont Abercrombie & Fitch, qui chute de près de 30%.

Les autres valeurs américaines dont le fonds de commerce est fondé sur la publicité sur Internet sont aussi pénalisées par cet avertissement (Meta, Twitter, Alphabet...), de même que les grands groupes de communication : Publicis, Omnicom…

**ANALYSES**

* Le coup de frein est brutal, mais il aurait pu être plus rude encore. Dans ses nouvelles projections publiées ce mardi, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) révise nettement à la baisse sa prévision de croissance pour la France cette année, mais note que les différentes mesures prises par l'exécutif pour amortir le choc des différentes crises ont permis d'atténuer ce sévère ralentissement.

Alors qu'il y a six mois l'activité économique était attendue en hausse de +4,2 % en 2022, désormais il ne faut plus tabler que sur +2,7 %, selon le centre de recherche. Dans le détail, la prévision intègre une croissance de +0,2 % au deuxième trimestre après la stagnation du premier trimestre, avant un rythme de +0,3 % pour les deux trimestres suivants. « La différence entre nos deux estimations à six mois de distance montre l'ampleur du choc subi par l'économie française. Par rapport à ce qui s'est passé lors de crises précédentes, on enregistre en réalité une multitude de chocs », souligne Mathieu Plane, économiste à l'OFCE.

Les mauvaises nouvelles n'ont en effet pas manqué ces derniers mois. La vague Omicron subie au début de l'année aurait eu un impact négatif de -0,1 % sur la croissance, selon l'OFCE, qui chiffre également les conséquences de la remontée des taux (-0,1 % de PIB), des ruptures de chaînes d'approvisionnement (-0,4 % de PIB) et des incertitudes et tensions géopolitiques (-0,5 %).

A cela, il faut bien entendu ajouter les effets de la flambée des prix de l'énergie, que ce soit le pétrole (-0,5 point) ou le gaz et l'électricité (-0,8 point). « Si l'on suppose que la situation d'avril 2022 va rester la même jusqu'à la fin de l'année, on s'attend à ce que les prix de l'énergie contribuent à accroître l'inflation au total de 4 points en 2022 (1,9 point en tenant compte des mesures de gouvernement), alors que ces produits représentent moins de 9 % de la consommation totale », souligne Mathieu Plane pour illustrer l'ampleur du problème.

En additionnant tout cela, ces différents chocs pourraient donc amputer la croissance française de 2,3 % de PIB cette année. Toutefois, ce recul est en partie amorti par les différentes mesures prises par l'exécutif depuis plusieurs semaines pour contrer les effets de l'inflation notamment. Plan de résilience, bouclier énergétique et futur projet de loi sur le pouvoir d’achat annoncé pour l’après-législatives : au total cet arsenal permettrait de limiter l'impact sur la croissance de 0,8 % du PIB.

« La réponse budgétaire n'a pas été très ciblée, avec donc un coût budgétaire conséquent, mais il était sans doute difficile de faire autrement à court terme », note Mathieu Plane. L'économiste estime également que les choix retenus par l'exécutif - avec le bouclier énergétique plutôt que l'envoi de chèques à grande échelle - « ont permis que l'inflation soit plus faible en France qu'en zone euro, limitant au passage des effets de second tour pour les prestations sociales indexées sur les prix ».

Au-delà, l'horizon n'est pas très dégagé, avec un acquis de croissance pour l'année 2023 de seulement 0,4 % selon l'OFCE. « Quand Bruno Le Maire dit que le pire est devant nous, je suis plutôt d'accord. Par rapport à ce que nous avons connu avec le Covid, nous avons potentiellement une crise qui peut durer longtemps, avec une question du pouvoir d'achat qui n'a jamais été aussi prégnante », estime Mathieu Plane.

**L’AGENDA DU 25 mai 2022**

**8h00 en Allemagne**

PIB au premier trimestre  
  
**8h45 en France**

Moral des ménages en mai

**14h30 aux Etats-Unis**

Commandes de biens durables en avril  
  
**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers

**20h00 aux Etats-Unis**

Minutes du dernier comité de politique monétaire de la Fed